Bulletin | Septembre 2025

30th septembre 2025

Bulletin d'information | septembre 2025

Télécharger le PDF

Chers membres et sympathisant(e)s,

À l'Association pour les Nations Unies (APNU), notre mission est de tisser des liens entre nos membres et les Nations Unies. Grâce à votre soutien, nous continuons à éclairer et mobiliser notre communauté sur les enjeux internationaux. Découvrez des articles et des mises à jour essentielles qui promettent d'enrichir votre connaissance des actions de l'ONU dans le monde. Pour tout commentaire ou suggestion, n'hésitez pas à nous contacter secretaire@apnu.be.

Pour un meilleur confort de lecture, nous vous conseillons de consulter la version en ligne ("Read Online", en haut de ce mail) ou pdf.

DANS CETTE ÉDITION…

A LA UNE

1. **"80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits humains". Ouverture de la 80e Assemblée générale à New York le 9 septembre**
2. **Y a-t-il un avenir pour un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël ?**
3. **Financement pour le développement - La conférence des Nations Unies à Séville (du 30 juin au 3 juillet 2025) et ses engagements**
4. ***Où allons-nous ?*, une carte blanche de François d'Adesky**

ARTICLES THÉMATIQUES

1. **Echec des négociations concernant le traité sur la pollution plastique**
2. **Une bonne nouvelle des NU : le traité sur la protection de la biodiversité » en haute mer rentrera en vigueur en janvier 2026**
3. **Avis consultatif historique de la CIJ : les États doivent agir contre le changement climatique**

Retour sur les derniers événements

1. **Gaza à travers le regard d'Ahmed Muhanna : une exposition itinérante**
2. **Intervention d'Antoine Renard, Directeur du PAM à Jérusalem, dans le cadre du cours de relations internationales du Professeur Klimis (UCLouvain)**
3. **L'ULB honorée par le Prix international Henri La Fontaine**
4. **Together as One : un film documentaire incarnant la crise climatique**

EVENEMENTS A VENIR

A LA UNE

©Photo ONU/Loey Felipe

"Mieux ensemble : 80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits humains" : la 80e Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte à New York

La 80e session de l'Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte à New York. A partir du 23 septembre, la semaine de haut niveau a réuni les dirigeants du monde entier, dans un contexte de crises non résolues, de réductions de l'aide internationale, d'engagements climatiques en recul, de regain des nationalismes et de la diplomatie transactionnelle, mais aussi de réflexion sur les forces et les faiblesses de l'organisation. Parallèlement au débat général se sont tenus de multiples événements, dont l'objectif commun était de remettre en lumière, pour le bénéfice des Etats membres, mais aussi des opinions publiques, les avancées réalisées au sein de l'organisation et les engagements pris.

➡️ **En savoir plus et lire l'article complet ici**

Bénédicte Frankinet, Myrta Kaulard

© UNRWA

Y a-t-il un avenir pour un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël ?

Depuis ces dernières semaines, cette question est à nouveau à la une de l'actualité. L'attaque terroriste du Hamas et la prise d'otages du 7 octobre 2023, les terribles représailles d'Israël sur la bande de Gaza, avec des destructions massives et un blocus

entraînant une véritable famine, l'accélération de l'installation illégale de colons israéliens en Cisjordanie occupée et des mesures coercitives sur sa population, l'extension des attaques israéliennes au Liban contre le Hezbollah, au Yémen, en Syrie et en Iran, les réactions des opinions publiques et les manifestations dans de nombreux pays, ainsi que les décisions de plusieurs instances internationales demandant des mesures urgentes pour prévenir un génocide à Gaza, ont enfin produit une réaction de la communauté internationale.

La France et l'Arabie saoudite ont pris l'initiative de convoquer une **Conférence internationale de haut niveau pour le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution des deux États**. Une réunion préparatoire a eu lieu en mai, suivie par la constitution de huit groupes de travail pour définir un cadre global opérationnel couvrant les aspects politiques, humanitaires, économiques, juridiques et de sécurité, ainsi qu'un plan d'action concret assorti d'échéances visant à guider la participation et l'action internationales, la coordination opérationnelle et les activités de suivi, pour mettre en œuvre la solution à deux États et réaliser une pleine intégration régionale.

Initialement prévue en juin, mais reportée suite au déclenchement des opérations militaires entre l'Iran d'une part, Israël et les États-Unis d'autre part, la conférence a finalement eu lieu du 28 au 30 juillet au siège de l'ONU. Elle a adopté la **Déclaration de New York** sur le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution des deux États. Ce document, disponible ici, constitue une réelle base de travail pour un traitement global du conflit : libération immédiate des otages, fin de la guerre à Gaza, fourniture de l'aide humanitaire et reconstruction, désarmement du Hamas et son exclusion de la gouvernance de Gaza, redéploiement et renforcement de l'Autorité palestinienne, fin de la colonisation, interdiction de tout déplacement de population ou d'acte d'annexion, renoncement à la violence et promotion d'une intégration régionale.

La Déclaration de New York a été adoptée par l'Assemblée générale le 12 septembre par 142 voix pour, 12 abstentions et 10 voix contre, dont celles de l'Argentine, des États-Unis, de la Hongrie et d'Israël. Il a également été décidé de reprendre la Conférence internationale sur la Palestine au niveau des chefs d'État le 22 septembre, en marge de la session de haut niveau de l'Assemblée générale. À cette occasion, 10 nouveaux pays ont déclaré reconnaître désormais l'État de Palestine, dont l'Australie, la Belgique, le Canada, la France, le Luxembourg, le Portugal et le Royaume-Uni (certains à plusieurs conditions), portant le nombre total de pays ayant reconnu la Palestine à 158 sur un total de 193 membres des Nations unies. Pour les pays qui ont récemment pris cette décision, il s'agit essentiellement d'un acte politique visant à provoquer un mouvement de bascule vers une paix durable fondée sur la solution à deux États.

Mais n'est-il pas trop tard ? La guerre s'intensifie à Gaza, de nouvelles colonies s'implantent en Cisjordanie, où les violences contre la population palestinienne sont quotidiennes. Les déclarations du gouvernement israélien et de Washington sont inquiétantes (même si le président Trump affirmait récemment qu'il s'opposerait à l'annexion de la Cisjordanie) et portent à croire que les chances de voir naître un État palestinien s'amenuisent, et que le peuple palestinien n'aura le choix qu'entre l'exil ou une existence sans droits et sans avenir, sans que le peuple israélien ne voie, pour sa part, sa sécurité garantie.

Toutefois, à l'heure de terminer cet article, il y a une lueur d'espoir : la dynamique enclenchée par la Conférence pour la Palestine, ainsi que la position des pays arabes, semblent avoir été prises en compte dans l'élaboration du plan pour Gaza annoncé le 29

septembre par le président Trump. Mais il est encore trop tôt pour en connaître les détails et en évaluer les chances de succès.

André Hupin

Financement pour le développement - La conférence des Nations Unies à Séville (du 30 juin au 3 juillet 2025) et ses engagements

Pendant la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement de l'ONU, qui s'est tenue à Séville du 30 juin au 3 juillet 2025, les États membres ont réussi à se mettre d'accord sur une série d'engagements. Notons toutefois que les États-Unis s'étaient retirés du processus.

Les Objectifs de développement durable (ODD)

L'ONU a élaboré un système dont les pays peuvent s'inspirer pour assurer leur développement : les « Objectifs de développement durable » (ODD) ou *Sustainable Development Goals* (SDG) en anglais, adoptés en 2015. Les activités et stratégies de développement de l'ONU, de même que leur financement, s'inscrivent désormais dans le cadre de ces objectifs.

La base du travail « ODD » par pays se lit dans une logique de « bon père de famille » au niveau des États : réduction de la pauvreté, lois et réglementations équitables et égalitaires, création d'institutions efficaces, principes économiques pour atteindre les ODD et le développement, et outils statistiques transparents permettant de vérifier si le pays est sur la bonne voie…

Il s'agit maintenant de poursuivre les efforts pour la réalisation des ODD, et de soutenir et mesurer les efforts de chaque pays. La Conférence de Séville a permis de dégager un consensus sur la continuité en matière de financement du développement, dans le cadre des principes et engagements souscrits par le passé à Addis-Abeba, Monterrey, Doha, Rio, Paris, Montréal…, ainsi que sur la nécessité de dégager des financements innovants et additionnels et de les canaliser vers la réalisation des ODD et du Pacte de l'Avenir. C'est une bonne nouvelle pour l'ONU qui, dans d'autres conférences, apparaît souvent bien divisée.

Financement

Le thème « financement du développement » de la Conférence de Séville ne concernait pas uniquement l'aide publique au développement (APD/ODA) fournie par les pays riches, mais aussi toutes les sources de financement (aide, crédits, investissements privés, travail…), et surtout les efforts et l'appropriation des autorités nationales, s'appuyant sur leur secteur privé et sur le dynamisme de leur société civile.

L'ONU insiste aussi sur les sources multilatérales de financement et les systèmes de crédits à bas taux d'intérêt pour les pays pauvres (fonds, banques de développement, crédits, annulation de dettes, etc.).

Convergence à Séville

On n'entrera pas ici dans les terminologies et concepts issus de multiples réunions internationales, qui sont la base de la logique historique et cohérente du document final de Séville (**consulter**). Même si les positions ont convergé à Séville, force est de constater qu'en 2025, dix ans après le lancement des ODD et à cinq ans de la date butoir de 2030, seuls 16 % de ces objectifs ont été atteints, raison pour laquelle l'ONU réclame urgemment davantage de financements de tous ordres pour les ODD.

Volonté politique de financement ?

Pourtant, est-il réaliste d'espérer que ces financements se concrétiseront, après l'échec des appels à financement pour les grands thèmes d'actualité comme le changement climatique, la perte de biodiversité, la pauvreté mondiale, la pollution de l'air et des océans, ou encore la simple demande d'APD pour l'aide aux pays pauvres… ?

L'ONU a insisté récemment sur le fait qu'une course aux armements n'aidera pas au développement (voir le rapport de septembre 2025 du Secrétaire général de l'ONU intitulé « Rééquilibrer les dépenses militaires pour un avenir durable et pacifique »). Les dépenses militaires sont passées à 2 700 milliards de dollars en 2024 et pourraient atteindre 6 600 milliards de dollars en 2035.

Si des efforts budgétaires semblent possibles pour l'armement, il paraît beaucoup plus difficile pour les décideurs politiques de faire des dons pour le développement mondial. L'aide publique au développement (APD) des pays de l'OCDE n'atteint toujours pas l'objectif de 0,7 % du RNB fixé depuis environ 50 ans. Ainsi, en 2024, l'OCDE a fourni des dons d'environ 212 milliards de dollars : c'est 12 fois moins que les dépenses militaires mondiales et à peine 0,33 % du RNB. Et cela diminuera à moins de 200 milliards à partir de 2025, suite aux intentions politiques (en Belgique également) de réduire l'aide publique au développement.

L'augmentation des budgets militaires ne concerne, du reste, pas seulement les pays de l'OCDE : des montants énormes sont aussi investis par la Chine, l'Inde, la Russie et d'autres.

Séville 2025 et ODD

Malgré un succès relatif de cette conférence de l'ONU sur le financement des ODD, le tableau général au niveau mondial n'est pas encourageant. On peut aisément constater que la mise en œuvre des ODD ne figure pas au centre des préoccupations des populations et des politiques.

Conclusion

L'ONU a joué à Séville un rôle positif pour promouvoir les contacts et échanges entre niveaux étatiques, sociétés civiles et secteurs privés de tous les pays du monde. La Conférence de Séville a en théorie atteint ses objectifs. Ils doivent cependant se lire à la lumière des atteintes au multilatéralisme et des replis sur soi qui caractérisent le monde actuel.

Geert Deserranno

Où allons-nous ?

Carte blanche de François d'Adesky

Le monde vacille. Entre crises climatiques et technologiques, tensions géopolitiques et fragilité des institutions internationales, nos repères semblent s'effriter. Face à ce chaos, beaucoup s'interrogent : comment restaurer confiance et justice à l'échelle planétaire ?

Cette carte blanche, écrite par l'un de nos membres, M. François d'Adesky, ancien haut responsable de l'ONUDI, et publiée également dans *La Libre Belgique*, propose une réponse audacieuse : un partenariat stratégique entre l'Europe et l'Afrique — une « EurAfrique » reposant sur l'égalité, la mémoire partagée et la coopération concrète.

➡️ **Lire la carte blanche**

ARTICLES THÉMATIQUES

Echec des négociations concernant le traité sur la pollution plastique

L'objectif de ce traité est de mettre fin à la pollution plastique à toutes les étapes du cycle du plastique. Les négociations, entamées en 2022, devaient aboutir à un traité juridiquement contraignant en 2024.

La production mondiale de plastique est estimée à 500 millions de tonnes par an, dont la moitié à usage unique (en 2024). On estime que seulement 10 % est recyclé. Les déchets plastiques se retrouvent partout : dans les rivières, les océans, mais aussi dans les organismes humains et animaux. Les microplastiques envahissent tout. Ils représentent un danger pour la santé humaine, animale et pour l'environnement. On estime que 15 tonnes de plastique sont rejetées chaque minute dans les océans !

La négociation d'un traité est donc fondamentale à plus d'un égard. Mais hélas, les discussions tenues à Genève en août dernier se sont conclues sans accord. Aucune date n'a été fixée pour la reprise des pourparlers.

Deux clans se sont opposés. Une large majorité des pays membres de l'ONU souhaite un traité couvrant l'ensemble du cycle du plastique, incluant la réduction du volume de production. Ce « clan des ambitieux » - auquel appartiennent l'UE (et donc la Belgique), le Canada, l'Australie ainsi que de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine - s'est heurté au camp des grands pays pétroliers, menés par les États-Unis et soutenus par les pays du Golfe, la Russie et l'Iran. Ces derniers refusent toute régulation de la production et l'interdiction de certaines molécules chimiques. Hors de question, pour eux,

d'inclure un chapitre sur la santé dans le traité, qui ne devrait selon eux porter que sur le recyclage des déchets.

Le lobby du plastique, très présent à Genève, a également pesé sur les négociations.

Le clan des ambitieux a finalement estimé qu'il valait mieux suspendre les discussions : mieux vaut pas de traité qu'un mauvais traité.

Affaire à suivre.

Martine Van Dooren

Une bonne nouvelle des NU : le traité sur la protection de la biodiversité en haute mer (BBNJ) entrera en vigueur en janvier 2026

Le traité sur la protection de la haute mer, adopté par les États membres de l'ONU en juin 2023, a été ratifié par 60 pays le vendredi 19 octobre, soit le nombre minimum requis pour permettre son entrée en vigueur dès janvier prochain.

La Belgique a ratifié le traité en juin et s'est portée candidate pour accueillir son secrétariat.

Ce traité couvre plus des deux tiers des océans. Il concerne les eaux internationales qui ne sont protégées par aucune législation.

Il donnera des moyens d'action pour la conservation et la gestion durable de la biodiversité marine. De vastes zones marines devront être déclarées zones protégées. L'objectif est d'atteindre 30 % d'ici 2030, alors qu'aujourd'hui seulement 9 % de la haute mer bénéficie d'une protection.

Cette étape est considérée comme une victoire par les scientifiques et les organisations environnementales. « Une bouée de sauvetage pour l'océan », titrait ONU Info (**consulter**).

Elle intervient alors que le rapport ***Planetary Health Check 2025***, publié par l'Institut de recherche sur le climat de Potsdam, tire la sonnette d'alarme : la 7e limite planétaire, qui concerne le niveau d'acidification des océans, a été franchie. Celui-ci dépasse désormais ce qui est considéré comme sûr pour la vie marine. Avec l'intensification de l'acidification, le niveau d'oxygène baisse et les vagues de chaleur marines se multiplient, accroissant encore la menace sur les écosystèmes. La disparition des barrières de corail en est l'exemple le plus connu.

Martine Van Dooren

Avis consultatif historique de la CIJ : les États doivent agir contre le changement climatique

Le 23 juillet 2025, la Cour internationale de Justice (CIJ) a rendu un avis consultatif très attendu qui affirme que les États ont « l'obligation de prévenir les dommages significatifs à l'environnement » et doivent « coopérer de bonne foi » pour enrayer le changement climatique.

Cet avis consultatif de la CIJ marque un tournant : même s'il n'est pas juridiquement contraignant, il crée une nouvelle boussole normative pour le droit climatique en affirmant que tous les États sont tenus, au titre du droit international, de protéger le système climatique mondial — et peut dès lors servir de référence pour les milliers de contentieux climatiques en cours dans une soixantaine de pays. Porté par la voix des plus vulnérables, notamment le Vanuatu et les jeunes insulaires du Pacifique, il transforme une revendication politique en argument juridique susceptible d'influer sur les tribunaux nationaux et internationaux. L'ONU, par la voix d'António Guterres, a salué cet « avis historique » qui inscrit l'objectif de 1,5 °C de l'Accord de Paris comme fondement des politiques climatiques, renforçant ainsi la pression normative et politique sur les États pour qu'ils agissent.

➡️ **En savoir plus et lire l'article complet ici**

Christine van Nieuwenhuyse

Gaza à travers le regard d'Ahmed Muhanna : une exposition itinérante

Une exposition des œuvres d'un peintre gazaoui, Ahmed Muhanna, a été organisée par le **Programme Alimentaire Mondial (PAM)** avec le soutien de l'**Union européenne (UE)**. Cette exposition itinérante a passé 3 jours à Bruxelles du 15 au 18 septembre et se rendra par la suite à Göteborg, Malmö, Copenhague, Hambourg, Cologne, Maastricht, Leuven et Lille. Chaque étape permet d'ancrer la question humanitaire palestinienne dans l'espace public européen et d'inviter les visiteurs à un contact direct avec l'art et les récits de **Gaza**. Si vous avez manqué cette exposition, elle sera donc de nouveau en Belgique à Leuven le 17,18,19 octobre

Faute de matériel artistique, indisponible à Gaza, l'auteur de ces œuvres a dû faire preuve d'ingéniosité. Privé de toiles, de peinture et même de papier, il a utilisé ce qu'il avait à portée de main : des cartons alimentaires et des matières du quotidien, comme du café, transformés en pigments improvisés. À travers ces supports de fortune, l'artiste raconte

l'horreur du quotidien à Gaza : destructions, exil, pertes et douleur. Ses dessins, aux traits bruts et aux couleurs sombres, sont expressifs et poignants

Comme l'a rappelé **Antoine Renard**, Directeur national du **PAM** pour la **Palestine** : « *Les chiffres à **Gaza** sont alarmants : le nombre de personnes dans le besoin, le nombre de morts, le nombre de familles qui passent des jours sans nourriture. Derrière chaque statistique se trouvent des êtres humains, et ces œuvres d'art leur donnent une voix.* »

Cette initiative, portée par le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Union européenne, met en lumière l'art comme langage universel et rappelle la dimension profondément humaine de la crise. Bien plus que des slogans, ces images placent chacun face à ses responsabilités et soulignent l'urgence d'une réponse politique et humaine. L'exposition a été inaugurée par Hadja Lahbib, la commissaire européenne en charge de l'aide humanitaire, qui a salué cette initiative artistique et déclaré « que la situation humanitaire à Gaza est au-delà de l'intolérable »

Christine van Nieuwenhuyse

© PNUD

Intervention d'Antoine Renard, Directeur du PAM à Jérusalem, au cours de relations internationales (UCLouvain)

Invité par le Professeur Klimis, membre du Conseil d'administration de l'APNU, à prendre la parole pour **expliquer la crise humanitaire à Gaza,** Antoine Renard a présenté la situation du point de vue d'un expert directement impliqué dans les opérations humanitaires. Il l'a décrite avec beaucoup de réalisme, chiffres à l'appui, et expliqué ce que cette crise signifiait précisément pour les habitants de Gaza, pour les humanitaires sur le terrain et pour la communauté internationale mais aussi pour les jeunes, pour le public qu' il avait en face de lui

Pour les habitants de Gaza, la famine est déjà une réalité et la vie quotidienne se réduit à la survie : les dernières évaluations confirment des conditions de famine qui s'étendront plus au sud si l'acheminement de l'aide n'augmente pas rapidement. (**voir le rapport IPC de aout 2025**)

Quelques chiffres alarmants :

- +15 % des enfants souffrent de malnutrition aiguë.
- 320,000 enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition aigue
- 514,000 personnes sont en état de famine à Gaza , chiffre qui pourrait augmenter à 620,000 fin septembre
- 2/3 des familles sautent des repas pour nourrir leurs enfants.

Pour les humanitaires, les conditions de travail sont extrêmement difficiles : routes coupées, convois pillés, points de passage fermés, et les risques sont permanents pour le personnel sur le terrain.

Malgré tout, le PAM continue ses livraisons de nourriture (33 000 tonnes au mois d'aout, soit une augmentation de 160 % par rapport au mois précédent, mais bien en deçà des besoins réels estimés à **62 000 tonnes par mois**. Les 25 boulangeries soutenues par le PAM sont fermées et seulement 90 cuisines communautaires fonctionnent encore.

Pour la communauté internationale, ce qui se passe à Gaza met à l'épreuve nos valeurs communes ; cette crise a révélé les limites du système multilatéral : incapacité des institutions à garantir la protection des civils, difficulté à faire respecter le droit international humanitaire et tendance à une application sélective des valeurs universelles. Ce conflit met en lumière la tension entre les considérations géopolitiques et les idéaux proclamés de justice et de dignité humaine. Le droit humanitaire a-t-il encore un sens? Cette situation ne risque-t-elle pas de créer un terrible précédent pour d'autres conflits (Yémen , Soudan , Ukraine)

Seul un cessez -le -feu humanitaire peut permettre de rétablir les opérations humanitaires.

Pour conclure, Antoine Renard s'est adressé aux jeunes en les encourageant à défendre ls principes d'humanité , de dignité et de neutralité et a rappelé que leur voix compte.

Christine van Nieuwenhuyse

UNRIC - Evolution de la situation à Gaza

L'ULB honorée par le Prix international Henri La Fontaine

Le Prix international Henri La Fontaine pour l'humanisme a été attribué au **Centre de droit international** de l'Université libre de Bruxelles ce mardi 23 septembre 2025. La cérémonie s'est tenue à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, sous la présidence de **Najat Vallaud-Belkacem**, ancienne ministre de l'Éducation nationale en France et présidente de France Terre d'Asile, en présence du bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close.

Ce prix récompense des personnes, associations ou institutions qui œuvrent à la défense, à la transmission et à l'actualisation des valeurs défendues par Henri La Fontaine : humanisme, justice sociale, pacifisme, féminisme, libre examen et universalité. Recevoir ce prix dans le domaine du droit international met en valeur les travaux du Centre sur les questions de justice, de droits de l'homme et de droit humanitaire. Cette distinction contribuera également à renforcer la position de l'ULB dans les domaines du droit et des droits humains, tant au niveau national qu'international.

© WBImages

Together as One : un film documentaire incarnant la crise climatique

L'équipe du film *Together as One*, son réalisateur Adrien Berlandi et sa productrice Caroline Baude ont invité l'APNU à assister à la première projection de leur documentaire, en présence d'Olivier De Schutter et de Jean-Pascal van Ypersele.

L'APNU a soutenu ce projet depuis sa conception et se réjouit de le voir bientôt présenté dans des festivals. Avec ce film, nous avons avant tout un témoignage humain de ce qu'est la crise climatique : plutôt que de se limiter à des chiffres ou à des démonstrations scientifiques, le choix du réalisateur est d'incarner la crise à travers des visages, des récits et des quotidiens bouleversés.

Together as One est un film documentaire avec, par et pour les jeunes, qui interroge cette crise climatique que nous traversons tous sans parvenir à la saisir pleinement. Plus qu'un désir de cinéma, ce projet apparaît comme un véritable engagement.

Il est né de la conviction qu'il faut de nouveaux récits et de nouvelles manières de parler de ce sujet éminemment universel. Il réunit quatre ami·e·s travaillant dans le cinéma, qui ont le désir de traduire ce dérèglement climatique au travers d'expériences personnelles, nées de la rencontre entre citoyen·ne·s du même âge.

EVENEMENTS A VENIR

🩺 Conférence APNU: "Santé mondiale : le rôle de l' OMS et des Nations Unies"

2 octobre 2025 | 19h00

Dans le cadre de l'édition 2025 de la Quinzaine de la solidarité internationale, dont le thème est cette année la **santé mondiale**, l'APNU organise une conférence consacrée au rôle des Nations Unies et, en particulier, de l'OMS dans cet enjeu majeur.

Dans un contexte où les défis sanitaires dépassent largement les frontières, cette rencontre réunira des experts de haut niveau, dont un représentant de l'OMS et un représentant de la Belgique. Ensemble, ils mettront en lumière l'importance du multilatéralisme pour promouvoir la santé à l'échelle mondiale.

Au programme: Un espace de dialogue et de débats pour explorer le sujet, renforcer la coopération internationale et imaginer ensemble des solutions face aux grands défis sanitaires. Il s'agit d'un appel à l'action collective pour construire un avenir où solidarité et collaboration entre nations garantissent la santé pour tous.

📍 **Où :** Hôtel de Ville de Bruxelles – Salle Gothique
🗓️ **Quand :** 2 octobre, 19h00 - **Plus d'informations**
🔗 **Lien d'inscription**

Cette conférence s'inscrit dans la **Quinzaine de la solidarité internationale**, organisée par la Ville de Bruxelles. Pendant deux semaines, cette initiative propose de multiples activités et événements pour sensibiliser et mobiliser autour des valeurs de solidarité, de justice sociale et de développement durable. Notre conférence y contribue en soulignant

que la santé, en tant que bien commun mondial, exige coopération et engagement à la fois local et global.

🌍 SDG Forum 2025 - Atelier UNA Belgium

14 novembre

L'édition 2025 du SDG Forum se tiendra à Bruxelles le 14 novembre prochain, dans l'après-midi. À cette occasion, **UNA Belgium**, qui regroupe l'APNU et son homologue flamande la VVN, organisera un atelier en anglais sur le thème : *"The impact of major cuts in development aid on the SDGs. Are the rich countries making a big mistake?"*

Cet atelier examinera en particulier les conséquences des réductions drastiques des budgets de coopération sur la capacité des pays en développement à atteindre les Objectifs de développement durable.

👉 Programme et informations : **SDG Forum 2025**

🤖 Conférence APNU: L'ONU et la gouvernance de l'intelligence artificielle

19 novembre | 18h30

Face aux avancées rapides en matière d'intelligence artificielle et aux défis qu'elle pose, les Nations Unies se penchent depuis quelque temps sur les possibilités d'établir un cadre mondial pour promouvoir la coopération internationale sur la gouvernance de l'IA.

L'Assemblée générale vient de décider de mettre sur pied un groupe d'experts indépendants chargés d'évaluer « les promesses, les risques et les répercussions de l'IA ». Parallèlement, elle a instauré un Dialogue mondial sur la coopération et la gouvernance de l'IA au bénéfice de tous, lancé officiellement le 25 septembre.

Dans ce contexte, **l'APNU organise une conférence sur la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle et le rôle des Nations Unies, le 19 novembre 2025, à 18h30 à la Fondation universitaire à Bruxelles**. Une invitation suivra.

🎬 Ciné ONU présente *The Veto* de Tim Slade

À l'occasion du 80e anniversaire de l'ONU, les Nations Unies à Bruxelles ont le plaisir de vous inviter à la projection du documentaire *The Veto* de Tim Slade.

🗓️ Mardi 21 octobre 2025 à 18h30 (accueil 18h00)
📍 Cinéma Galeries, Bruxelles

La projection sera suivie d'un **débat avec des experts** et d'une **réception**.

Événement organisé avec le soutien de l'Ambassade d'Australie en Belgique & Luxembourg et Mission auprès de l'UE & de l'OTAN.

© 2025 Association pour les Nations Unies.

Politique de confidentialité Conditions d'utilisation

Propulsé par beehiiv